

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 8 avril 2020

Résumé :

Conséquence de l'arrêt de toutes les activités « non-essentiels » depuis le 31 mars en Espagne, **la chaîne du fret routier se tend**, car de nombreux transporteurs peinent à trouver des clients pour couvrir leurs coûts sur le trajet de retour des camions.

La hausse des achats alimentaires se poursuit, dans les supermarchés mais surtout sur leurs plateformes en ligne. **Les consommateurs espagnols cessent de stocker des aliments secs** et s'orientent vers les viandes et les fruits et légumes frais, ainsi que le poisson congelé (les achats de poisson frais sont en repli de 4%). **La hausse des ventes de bière en GMS ne compense pas la fermeture de l'hôtellerie-restauration**. Fait inédit dans les habitudes du pays, **le vermouth et les vins s'invitent au domicile des Espagnols**, qui, par ailleurs, se transforment en **pâtisserie**.

Le secteur des fruits et légumes continue de faire face à toutes les difficultés engendrées par la situation de crise. A ce jour, Le marché intérieur reste approvisionné et les niveaux d'exportation hebdomadaires sont quasi-normaux. Les professionnels (fruits à noyaux et fruits d'été notamment) misent sur l'embauche de nombreux travailleurs saisonniers permise par le décret royal, publié le 8 avril, visant à faciliter l'**embauche de chômeurs espagnols et de personnes étrangères** situées sur le territoire.

Malgré la crise ovine en Espagne, le pays continue d'importer des agneaux français.

L'aide au retrait des fruits rouges se met en place au Portugal.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Tensions sur le fret routier pour cause de retours à vide. La chaîne du fret connaît des difficultés car de nombreux transporteurs peinent à trouver des clients pour couvrir leurs coûts sur le trajet de retour des camions, en raison de la baisse de l'activité économique depuis l'arrêt, dans le cadre de l'état d'alerte renforcé, de toutes les activités « non-essentiels ». Les entreprises de transport estiment que les expéditeurs doivent comprendre que la façon habituelle de travailler « n'est plus possible » et qu'ils doivent désormais partager les coûts.

Filières agricoles

• **Fruits et légumes**

La durée de conservation, principal critère d'achat de fruits et légumes par les consommateurs espagnols en ces temps de confinement. L'Association des grossistes en fruits du Marché central de fruits de Madrid (Asomafrut) relève en effet un changement dans les habitudes de consommation, avec une préférence plus marquée pour les produits "de première nécessité" et pouvant être conservés longtemps (banane, pomme, poire, agrumes, pomme de terre, ail et oignon), au détriment des légumes et des fruits plus rapidement périssables (comme les fruits rouges).

Résilience du secteur des fruits et légumes face au Coronavirus. Trois semaines après la déclaration de l'état d'alerte en Espagne, qui a paralysé toutes les activités non-essentiels, et une semaine après l'arrêt de toutes les industries non-essentiels, le secteur des fruits et légumes continue de faire face à toutes les difficultés engendrées par la situation de crise. A ce jour, Le marché intérieur reste parfaitement approvisionné et les niveaux d'exportation hebdomadaires sont pratiquement les mêmes que d'habitude.

Augmentation des coûts du transport routier pour les agrumes. Le Comité de gestion pour les agrumes (CGC) l'évalue à entre +30% et +50%, dans un contexte où la demande des consommateurs et les prix d'achat aux producteurs sont eux-aussi en augmentation. Les prix de vente aux consommateurs ont, quant à eux, peu augmenté, ce qui implique que les intermédiaires rognent sur leurs marges.

A Murcie, les producteurs se veulent rassurants et garantissent l'approvisionnement en fruits à noyaux, raisin de table et citron pour les semaines à venir. Les représentants de l'Association interprofessionnelle du citron et du pamplemousse (Alimpio) et de l'Association des producteurs-exportateurs de fruits, raisins de table et autres produits agricoles (Apoexpa) indiquent que l'approvisionnement en Espagne et en Europe sera "entièrement garanti". Ils disent pouvoir compter sur l'engagement des professionnels du secteur, et l'embauche de nombreux travailleurs saisonniers permise par le nouveau décret royal. En fin de semaine dernière, la Fepex (fédération regroupant les producteurs-exportateurs de fruits et légumes espagnols), exprimait sa grande inquiétude et évaluait les besoins à près de 160 000 travailleurs agricoles sur toute la saison.

- **Viandes**

Malgré la crise ovine, l'Espagne continue d'importer des agneaux français. Le syndicat d'éleveurs UPA de Castille-et-León signale qu'une entreprise de Ségovie a abattu, le 7 avril, à Valladolid, environ 800 agneaux d'origine française. Selon le syndicat, ce n'est pas la première opération commerciale du genre avec la France, alors que la Communauté autonome se trouve actuellement face à un surplus d'agneaux, de chevreaux et de porcelets qui auraient dû être destinés à l'industrie hôtelière au début de la Semaine Sainte.

- **Machinisme**

La filière tente de s'adapter rapidement, dans un contexte de forte incertitude. L'Association nationale des machines agricoles, forestières et d'entretien des espaces verts (Ansemat) souligne, sur la base de l'analyse d'un questionnaire soumis à ses membres de manière hebdomadaire, la baisse nette d'activité générale. 43% des répondants estiment ainsi avoir une activité au moins égale à 50% de celle de l'an passé. Ce chiffre est de 34% si on ne considère que les concessionnaires (majoritaires dans l'échantillon). Comparé aux 27% de la semaine passée, ce chiffre traduit cependant le léger regain d'optimisme des concessionnaires suite à leur reconnaissance officielle comme « secteur indispensable ». Les usines de fabrication et les garages ont eux aussi diminué leur activité par rapport à la semaine passée, pour s'adapter à la baisse de demande : 56% des usines estiment être à au moins 50% d'activité par rapport à l'an passé (contre 72% la semaine dernière), et 18% des garages (contre 37% la semaine passée).

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le Ministre Luis Planas appelle l'Union européenne à être "à la hauteur des circonstances". Dans une interview radio donnée le 8 avril, en sortant des discussions avec ses partenaires européens, le Ministre appelle en effet de ses vœux une réponse forte de la part de l'UE pour mettre en place des mesures d'urgence de soutien aux agriculteurs et aux pêcheurs. Il s'est déclaré confiant sur l'obtention d'un accord dans les jours prochains, malgré les divergences de points de vue, et s'est également félicité du fonctionnement "magnifique" de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en Espagne.

Principales mesures exceptionnelles sollicitées par le Gouvernement espagnol auprès de la Commission européenne :

- Assouplissement des relatifs aux paiements de la PAC (s'assurer que tous les ayants droits puissent bénéficier des aides directes, éviter de sous-consommer les enveloppes FEADER).
- Simplification des démarches : assouplissement des conditions et des dates limites de dépôt des dossiers pour les mesures agroenvironnementales, les programmes d'investissements et de promotion, les dispositifs d'installation JA, les programmes de promotion de la prophylaxie en élevage.
- Intervention sur les marchés des filières en difficulté : aide au stockage privé (viande et lait ovins-caprins), compensation de la baisse de production pour adapter l'offre à la baisse de demande ; aides rétroactives pour compenser la non-récolte (fruits rouges) ; aides pour compenser la destruction de récolte (fleurs coupés).

Le syndicat d'éleveurs *Unió de Llauradors i Ramaders* affirme que les éleveurs valenciens seront "exclus" de l'aide aux ovins et aux caprins s'il n'y a pas de changement. L'entité considère donc que les aides annoncées par le Gouvernement, telles qu'elles sont annoncées, laisseront de côté de nombreux éleveurs de la Communauté valencienne car elles prévoient l'obligation de vendre aux abattoirs, laissant de côté toutes les exploitations qui ne parviennent justement pas à vendre ni aux abattoirs ni à des intermédiaires.

L'UPA-UCE propose de maintenir l'aide aux secteurs ovins-caprins un mois après la fin de l'état d'alerte. Le syndicat UPA-UCE d'Estrémadure propose de maintenir les aides aux ovins et aux caprins pendant un mois après la levée de l'état d'alerte en Espagne, car "l'effet de peur" généré par le Covid-19 et la "préoccupation" de contagion "dureront un certain temps dans la mémoire collective de la société", ce qui entraînera, selon eux, un retour à la normalité sociale "qui ne sera pas récupéré immédiatement après la levée de l'état d'alerte".

Face à l'effondrement de la fleur coupée, les producteurs demandent une exonération fiscale totale. Le syndicat COAG Andalousie estime que les mesures prises par le Gouvernement sont insuffisantes compte tenu du caractère saisonnier de l'horticulture et des dommages majeurs que la pandémie cause à ce secteur. C'est pourquoi COAG demande une exonération fiscale totale en faveur des producteurs.

Distribution

Les consommateurs cessent de stocker des aliments secs et s'orientent vers les viandes et les produits frais. Contrairement aux achats effectués entre le 9 et le 22 mars, où les consommateurs stockaient principalement du riz, des pâtes et des produits de première nécessité (y compris des légumes secs et des conserves), les chiffres officiels indiquent désormais une reprise de la consommation de produits frais. Selon le ministère de l'Agriculture, la hausse la plus frappante a été enregistrée dans la catégorie des viandes, avec une augmentation de 29%, bien que la consommation de fruits, de légumes et de pommes de terre ait également augmenté. Cependant, les achats de poisson frais ont diminué de 4% et la consommation de poisson congelé a augmenté de 18%.

La hausse des ventes de bière en GMS ne compense pas la fermeture de l'hôtellerie-restauration. Selon *Cerveceros de España*, entité qui représente pratiquement toute la production de bière en Espagne, l'augmentation des ventes de bière dans le circuit de distribution depuis que les premières mesures ont été prises pour arrêter la propagation du coronavirus est inférieure à 20%. Ainsi, elle souligne que cette hausse est loin d'être suffisante pour compenser l'absence de consommation de bière dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, qui représente 67% du total en Espagne en temps normaux, et qui est celui qui apporte la plus grande valeur ajoutée à l'économie nationale. Le secteur demande au gouvernement des mesures pour assurer la continuité opérationnelle des entreprises.

La consommation d'alcool à domicile augmente (vermouth et vins notamment), mais le titre alcoométrique moyen diminue. Selon le cabinet Nielsen, les boissons faiblement alcoolisées représentent aujourd'hui près de 70% du total de la consommation des ménages, contre seulement 43% avant confinement. En particulier, les ventes de vermouth ont presque doublé, et celles de vin ont augmenté de 31%. Les ventes de bières sans alcool ont en revanche diminué par rapport à la bière avec alcool, ce que les spécialistes expliquent par la disparition de l'injonction de sobriété pour prendre le volant.

Makro soutient la chaîne alimentaire et les éleveurs ovins. L'enseigne grossiste a mis en place une initiative pour renforcer son soutien à la chaîne alimentaire et aux petits agriculteurs, qui ont été parmi les principales victimes de la fermeture des bars et restaurants. Plus précisément, l'entreprise a conclu un accord avec le fournisseur *Muñoz Berzal Hermanos*, de Ségovie, pour promouvoir la consommation d'agneau castillan. Ainsi, dès le début de cette semaine et jusqu'au 13 avril, dans tous les centres Makro de la péninsule ibérique, seront disponibles des offres attractives sur l'agneau de Castille-et-León. Makro estime qu'environ 500 agneaux seront vendus au cours de la semaine prochaine.

Lidl ouvrira plus de 420 magasins le Jeudi Saint pour faciliter les achats et d'étaler le flux. Lidl a annoncé qu'il ouvrira les jours fériés de la Semaine Sainte dans les communautés autonomes où la réglementation, le permet afin d'étaler le flux de clients sur plusieurs jours et d'éviter ainsi une éventuelle surfréquentation de ses magasins. L'entreprise veut garantir, tant pour les clients que pour les employés, un achat dans des "conditions de sécurité maximale", en respectant les mesures de distanciation sociale. Ainsi, le Jeudi Saint,

plus de 420 magasins Lidl seront ouverts dans toute l'Espagne de 9 heures à 20 heures dans les régions où la réglementation l'autorise, comme la Catalogne et la Communauté de Valence.

Danone España versera une prime de 500€ à ses collaborateurs mobilisés en avril. L'entreprise souhaite ainsi remercier les 911 salariés de ses différents sites qui ont continué de se déplacer malgré le confinement, et accepté d'augmenter leur volume horaire de travail pour garantir l'approvisionnement. Cette initiative s'intègre dans son plan d'action "*Alimentar por amor*" ("alimenter par amour"), mis en place pour répondre aux défis de la crise sanitaire. Le Groupe Danone assure par ailleurs la sécurité de l'emploi jusqu'au mois de juin à ses 100 000 collaborateurs dans le monde, dont près de 2 000 en Espagne.

Confiseurs et chocolatiers se lance également dans la livraison à domicile. Également considérés comme commerces de première nécessité, les pâtisseries, chocolatiers et confiseurs tentent de sauver leur saison de Pâques en proposant leurs produits à domicile. Cette période représente jusqu'à 35% de leur chiffre d'affaires annuel, selon la guilde de pâtisserie de Barcelone. Cette dernière indique cependant que suite à la baisse de 90% du chiffre d'affaire en mars, "certains rideaux resteront malheureusement clos une fois la pandémie passée". Le groupe de livraison à domicile Glovo a par ailleurs ajouté les chocolats de Pâques à son catalogue de produits livrés.

"La peur du Coronavirus a dépassé la peur du commerce en ligne". La tendance à la hausse des ventes de produits alimentaires par rapport à l'année précédente se poursuit pour la deuxième semaine de confinement, non seulement dans les supermarchés, mais également (et surtout) sur leurs plateformes en ligne. La variation interannuelle serait en effet de +73,7% selon Nielsen, soit plus que la hausse enregistrée pour la semaine passée (+55%). Le rythme de croissance de ce canal de distribution aurait été multiplié par 3 par rapport à l'avant crise, toujours selon le cabinet Nielsen.

La frénésie pâtissière se confirme en Espagne. Durant la deuxième semaine de confinement, les ventes de produits de cuisine ont continué leur progression, avec +133% par rapport à la même semaine l'an passé pour le papier sulfurisé, et +233% pour la levure chimique, selon le cabinet Nielsen. Les ventes de farine auraient quant à elles été multipliées par 4 durant la troisième semaine, et toujours par rapport à la même semaine l'an passé, selon les données du ministère.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Le décret-royal visant à répondre de manière urgente à la pénurie de main d'œuvre agricole a été adopté « en collaboration avec les régions autonomes » (Ministre Planas). Le décret-loi Royal visant à faciliter l'embauche de chômeurs espagnols et de personnes étrangères situées sur le territoire a été publié le 8 avril, pour répondre de manière urgente à la pénurie de main d'œuvre agricole. Le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation a défendu, le 8 avril, que ce décret a fait l'objet de consultations de plusieurs présidents de régions et élaboré, en collaboration avec les organisations professionnelles agricoles et les Communautés autonomes, pour apporter une "réponse adaptée" aux besoins du secteur.

Dans la province de la Rioja, la formation politique *Izquierda Unida* juge les mesures du Gouvernement insuffisantes, et demande la régularisation de tous les travailleurs issus de l'immigration. Cette formation politique de gauche verrait dans cette régularisation un double bénéfice : permettre de mieux répondre à la demande de main d'œuvre, et mettre fin aux situations de grande précarité financière et juridique de ces populations sur le territoire espagnol. Bien que ces personnes soient effectivement déjà présentes sur place et travaillent parfois déjà dans les exploitations agricoles, leur régularisation permettrait de limiter les obstacles d'ordre administratif liés aux permis de travail, et donc d'augmenter le nombre de personnes disponibles.

Les producteurs d'ail jugent insuffisantes les nouvelles mesures du Gouvernement, et continuent de demander plus de flexibilité sur la mobilité des travailleurs étrangers. L'Association nationale des producteurs et vendeurs d'ail espagnol (ANPCA) qualifie ces mesures « d'insuffisantes », notamment à cause de leur absence de prise en compte suffisante de la formation. Les travailleurs étrangers auxquels la filière fait habituellement appel, et qui sont actuellement bloqués aux frontières, sont en effet déjà formés. Ce n'est en revanche pas le cas de ceux qui sont nouvellement recrutables aujourd'hui, et qu'il est impossible de former dans le contexte actuel. L'Association demande donc l'ouverture des frontières pour ces travailleurs étrangers. Elle critique également le critère de proximité imposé par le nouveau texte, dans la mesure où la plupart du contingent potentiellement recruté vit justement très loin des zones de production. Elle en appelle enfin aux municipalités afin qu'elles évitent au maximum de lancer les

programmes de promotion de l'emploi rural (PFEA) en même temps que les campagnes de récolte, ce qui permettra d'éviter de se disputer une main d'œuvre déjà peu nombreuse.

Les syndicats critiquent l'utilisation des fonds du Programme de promotion de l'emploi agricole (PFEA) par le Ministère du travail. Le Syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) ainsi que la Coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG) sont en désaccord avec l'utilisation des fonds du PFEA par le ministère pour répondre au manque de main d'œuvre agricole en lien avec la crise sanitaire en cours. Ces fonds, qui existent depuis plusieurs années et visent à soutenir l'attractivité des territoires ruraux via un soutien à l'emploi agricole sur le moyen et long terme, auraient été détournés de leur usage premier.

Actions de solidarité

La campagne de dons *La Pascua de Chocolate* ("Les Pâques en chocolat") débute le 8 avril pour "adoucir les moments difficiles". Le groupe-cible sera composé d'enfants et de professionnels du système médical et sanitaire, ainsi que de personnel d'urgence et de nettoyage, de cuisine, d'entretien et de sécurité des hôpitaux de Madrid, dans le but "d'adoucir les moments difficiles". On comptabilise en dons 52 800 Kinder Surprise, 1 100 œufs de Pâques, 27 000 portions de cacao soluble et 500 truffes de chocolat. Parmi les sponsors de cette campagne figurent : Fundación SEUR, Chocolats La Plata, Chocolats Maykhel, Supermarchés LIDL, Pastelería Nunos, Sakura Artesanal et Ferrero Ibérica S.A.

Mercadona fait don de 3 tonnes de produits de première nécessité à la Banque alimentaire de Majorque (Baléares), comprenant notamment saucisses, viande de poulet et de dinde, et fromage. Selon un communiqué de presse de la chaîne de supermarchés, pendant l'état d'alerte, Mercadona maintient les dons aux soupes populaires et aux organisations caritatives, et a mis en place de nouvelles mesures pour assurer la sécurité des personnes et l'approvisionnement de ces organisations.

Dons de produits laitiers de la part de Danone, dans le cadre de son programme *Alimentar por amor* ("alimenter par amour"). Afin de soutenir les populations vulnérables, Danone annonce un renforcement de son programme d'aides sociales, afin de distribuer près d'1 millions de yaourts et 180 000 litres d'eau minérale, ainsi que des produits pour l'alimentation infantile (lait, céréales, etc.) aux banques alimentaires et associations du pays. Des dons en alimentation médicale et en produits laitiers et eau minérale ont également été faits à des hôpitaux espagnols.

Circulation des marchandises et des personnes

Le ministère de l'Agriculture annonce des mesures pour aider à l'écoulement des produits locaux. Le ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a annoncé que le gouvernement allait aider les agriculteurs à écouler les produits sur les marchés locaux, et a lancé une campagne pour promouvoir leur consommation. Certains secteurs ont des problèmes d'écoulement des produits. Les nouvelles mesures entendent fluidifier la chaîne d'approvisionnement en produits locaux, élargissant les possibilités d'écoulement, avec une aide journalière forfaitaire de 48 € pour compenser une partie des frais de déplacements des agriculteurs.

La zone de quarantaine d'Ovar (nord du pays) a mis en difficulté les opérations de Nestlé au Portugal. Jusqu'à présent, le plus fort impact ressenti par l'entreprise Nestlé au Portugal concerne son usine et son centre de distribution dans la région d'Ovar (nord du pays). En raison de la crise sanitaire et de la quarantaine imposée à la ville d'Ovar, 130 des 415 employés sont actuellement en isolement. L'entreprise a assuré le maintien des emplois et des salaires de tous les employés.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Les projets PDR 2020 jusqu'à 500 000 € sont exemptés de visite de contrôle préalable. Ainsi en a décidé le Gouvernement portugais, afin de ne pas pénaliser l'avancement du Programme de Développement Rural (PDR 2020). L'analyse de l'éligibilité des projets sera effectuée par des moyens alternatifs (système d'information et ortho-photos).

Le Gouvernement souhaiterait que soient autorisées les céréales sur les jachères, pour l'alimentation animale. La ministre de l'Agriculture a expliqué que le pays était loin de disposer de réserves suffisantes pour garantir la totalité de ses besoins pour l'alimentation animale. Le Portugal est donc très dépendant des importations de céréales.

Fruits rouges : l'aide au retrait se met en place. Les fraises et les framboises peuvent désormais bénéficier d'aides publiques au retrait du marché. Pour chaque 100 kg de fruits retirés, les producteurs recevront au maximum 40% de leur valeur marchande, selon l'ordonnance publiée. Cette dernière reconnaît également que des perturbations ont été identifiées ces dernières semaines en termes de flux de production de petits fruits, en raison de la perte de débouchés. Le secteur est fortement pénalisé en particulier par la baisse des exportations. Le soutien maximal accordé aux framboises est de 309 € pour 100 kg. La même quantité de myrtilles peut recevoir un soutien de 205 €, tandis que la production de mûres a droit à un soutien de 273 €. Les fraises peuvent recevoir une aide maximale de 96 €. Les fruits retirés du marché seront distribués gratuitement à des organisations caritatives.

Distribution

Le secteur alimentaire et du commerce de détail a enregistré une augmentation de 45% des achats en ligne, du 30 mars au 5 avril par rapport à la période antérieure au premier cas de Covid-19 détecté au Portugal, selon Sibs Analytics.

Les supermarchés de la chaîne Pingo Doce (du groupe Jerónimo Martins) ont demandé une baisse de leurs loyers locatifs, en raison des contraintes résultant de l'état d'urgence. Cette demande de réduction de la valeur des loyers a été envoyée pratiquement en même temps que l'entreprise annonçait une augmentation de 5% de la prime annuelle extraordinaire qu'elle distribuera aux salariés : 500 € à chacun de ses 71 500 salariés au Portugal (21 000 au total), en Pologne et en Colombie. Selon Nielsen, au cours des dernières semaines, les ventes des supermarchés et hypermarchés portugais ont augmenté.

Pêche maritime et aquaculture

La coopérative d'assurance du secteur de la pêche et du transport maritime (Mútua dos Pescadores) suspend le paiement des primes pendant 90 jours, en raison de la crise sanitaire, permettant ainsi de reporter le règlement des montants concernés après la reprise des activités.